

Une déclaration de politique générale sans réelles annonces pour le secteur de la santé !

Discours de politique générale du Premier ministre Michel BARNIER : nous l'attendions sans trop y croire et nous n'avons pas été déçus. Hier, le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, a fait son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale. Sans grande illusion, la Fédération FO des personnels des Services Publics et des Services de Santé (FO-SPSS) attendait de connaître les choix politiques et les grandes orientations du nouveau gouvernement après de longs mois d'attente.

Le montant, inédit, du redressement des finances publiques ambitionné pour l'année 2025 s'élève à 60 milliards d'euros dont un peu plus de 40 milliards sont liés à des économies sur le budget de l'Etat et un peu moins de 20 milliards à des augmentations de recettes fiscales. C'est pourquoi le Premier ministre, concernant l'hôpital et ses agents, n'a annoncé aucune mesure concrète, et ceci malgré l'état de déliquescence de notre système de santé publique.

- Rien sur les salaires ;
- Rien sur des revalorisations catégorielles ;
- Rien sur les effectifs ;
- Rien sur les ratios ;
- Rien sur la protection sociale collective (« soins gratuits ») ;
- Rien sur la réouverture des lits ...

Seule réponse aux « maux » de l'hôpital » : le renforcement des compétences infirmières et l'engagement des internes et ... des bus de santé : nous sommes sauvés !

Force est de constater que ce énième gouvernement, tout comme les précédents, n'a pas pris la mesure du niveau de déclin de l'hôpital public, proche du point de rupture.

Les délais de décisions pour mener des actions étant particulièrement contraints au regard du calendrier d'adoption du PLFSS, la Fédération FO-SPS se réunira dès demain avec les autres organisations syndicales de la FPH pour envisager la riposte et construire le rapport de force nécessaire face à l'inertie de l'exécutif. Par ailleurs, le Comité National de la Fédération FO-SPS se tiendra du 8 au 11 octobre 2024, il sera l'occasion de débattre de la situation, afin d'arrêter les orientations de la Fédération et décider des modes d'actions à venir.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 2 octobre 2024.